



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 10 mai 2001
Pour être diffusé à 8 h 30

COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

- **Rapport sur l'éducation et la formation des adultes au Canada: apprentissage et réussite, 1998** 2
Environ 28 % des Canadiens ont participé à des activités d'éducation et de formation des adultes en 1997, et trois personnes sur quatre l'ont fait pour des raisons liées au travail, selon un nouveau rapport.

AUTRES COMMUNIQUÉS

- Indices des prix de la construction de bâtiments non résidentiels, premier trimestre de 2001 5
- Acier en formes primaires, semaine se terminant le 5 mai 2001 5
- Tuyaux et tubes en acier, mars 2001 5
- Statistiques des télécommunications, quatrième trimestre de 2000 6
- Contrôle étranger de l'économie canadienne, 1998 6

NOUVEAUX PRODUITS



COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

Rapport sur l'éducation et la formation des adultes au Canada: apprentissage et réussite 1998

Environ 28 % des Canadiens ont participé à des activités d'éducation et de formation des adultes en 1997, et trois personnes sur quatre l'ont fait pour des raisons liées au travail, selon un rapport fondé sur l'Enquête sur l'éducation et sur la formation des adultes de 1998.

Toutefois, les taux de participation à l'éducation et à la formation des adultes ont diminué légèrement tout au long des années 1990. En 1997, plus de 6 millions de personnes âgées de 17 ans et plus, soit près de 28 % des adultes, ont participé à des activités d'éducation et de formation, une baisse par rapport à environ 29 % en 1991.

Selon les résultats, les travailleurs semblaient éprouver des difficultés à s'ajuster à la demande croissante de nouvelles compétences. Par exemple, plus le niveau de scolarité d'une personne était faible, moins cette personne était susceptible de participer à un programme d'éducation des adultes. Un diplômé universitaire était cinq fois plus susceptible de poursuivre sa scolarité qu'une personne qui n'avait pas terminé d'études secondaires.

En outre, les taux de participation sont plus élevés chez la population occupée que chez les chômeurs. En 1997, environ 20 % des travailleurs en chômage ont participé à des activités d'éducation et de formation liées au travail, comparativement à 29 % des travailleurs occupés. Cela rend compte du fait que les employeurs jouent un rôle important à l'égard des programmes de formation.

Les taux de participation globaux étaient nettement inférieurs pour les groupes plus âgés. Seulement 15 % des gens âgés de 55 à 64 ans et 5 % de ceux âgés de 65 ans et plus ont participé à des activités d'éducation et de formation des adultes, comparativement à plus de 30 % pour tous les autres groupes d'âge plus jeunes.

Les personnes plus âgées consacraient aussi moins d'heures à la formation. Les personnes âgées de 55 à 64 ans ont consacré en moyenne 49 heures à l'éducation des adultes en 1997, comparativement à 451 heures pour le groupe le plus jeune, soit celui des 17 à 24 ans.

Note aux lecteurs

Le présent rapport est fondé sur les résultats de l'Enquête sur l'éducation et sur la formation des adultes de 1998, un projet conjoint de Statistique Canada et de Développement des ressources humaines Canada. L'enquête, qui a été effectuée à titre de supplément de l'Enquête sur la population active de janvier 1998, a servi à recueillir des données sur les activités d'éducation et de formation entreprises en 1997 par des personnes âgées de 17 ans et plus. Des résultats ont été diffusés initialement en juin 1999.

Ce rapport fournit une estimation du volume d'éducation et de formation formelles des adultes et, pour la première fois, analyse les tendances qui touchent la participation au cours de la dernière décennie, des renseignements qui sont utiles pour l'évaluation des niveaux actuels d'investissement. Il comprend en outre un aperçu détaillé de la répartition sociale de la participation aux activités d'éducation ou de formation des adultes.

Dans l'éducation et la formation des adultes, on inclut toutes les activités structurées d'éducation (cours à unités et cours sans unités) entreprises au travail, à l'école ou dans un autre contexte pour des raisons liées à l'emploi ou des raisons d'intérêt personnel.

L'enquête met l'accent sur les apprenants qui ne fréquentent pas l'école ou l'université à temps plein. Par conséquent, sont exclus de façon générale de la population utilisée pour le rapport tous les étudiants réguliers à temps plein, sauf les étudiants à temps plein subventionnés par leur employeur, les étudiants à temps plein âgés de 20 ans et plus inscrits à des programmes du primaire ou du secondaire, ainsi que les étudiants à temps plein âgés de 25 ans et plus inscrits à des programmes postsecondaires. Tous les autres étudiants âgés de 17 à 24 ans ont été exclus.

Écarts substantiels entre les provinces quant aux taux de participation

Les taux de participation aux programmes d'éducation des adultes ont varié considérablement d'une province à l'autre en 1997. Ils allaient d'un minimum de 19 % à Terre-Neuve à un maximum de 32 % en Colombie-Britannique.

Les taux au Québec et dans les provinces de l'Atlantique, sauf la Nouvelle-Écosse, étaient inférieurs à la moyenne nationale de 28 %. Les écarts dans les taux de participation entre les provinces ont diminué dans une certaine mesure au cours des années 1990.

Chaque participant a consacré en moyenne 209 heures à l'éducation et à la formation en 1997, comparativement à seulement 149 heures en 1991. Si l'on fait une moyenne pour l'ensemble de la population adulte, les résultats montrent que la formation est

passée de 43 heures à 58 heures par personne au cours de la période.

Pourcentage d'adultes participant à des activités d'éducation et de formation

	1991	1997
Canada	28,9	27,7
Terre-Neuve	18,8	18,6
Île-du-Prince-Édouard	21,6	22,2
Nouvelle-Écosse	22,9	28,8
Nouveau-Brunswick	19,5	23,4
Québec	27,4	20,6
Ontario	29,3	30,8
Manitoba	31,3	27,6
Saskatchewan	27,7	28,0
Alberta	35,8	31,1
Colombie-Britannique	30,5	31,9

Le nombre moyen d'heures de formation par participant variait aussi entre les provinces. En général, les provinces ayant un faible taux de participation ont indiqué davantage d'heures de formation par participant.

Même si Terre-Neuve avait un taux relativement faible de participation, elle occupait un rang élevé quant au nombre moyen d'heures consacrées à l'éducation et à la formation des adultes. Le nombre moyen d'heures par participant était supérieur à la moyenne nationale au Québec, mais inférieur en Alberta et en Colombie-Britannique.

Les employeurs jouent un rôle crucial quant aux programmes de formation

Les établissements d'enseignement publics et privés dominent dans le marché de la formation et de l'éducation des adultes. Toutefois, les employeurs jouent eux aussi un rôle crucial quant aux programmes de formation.

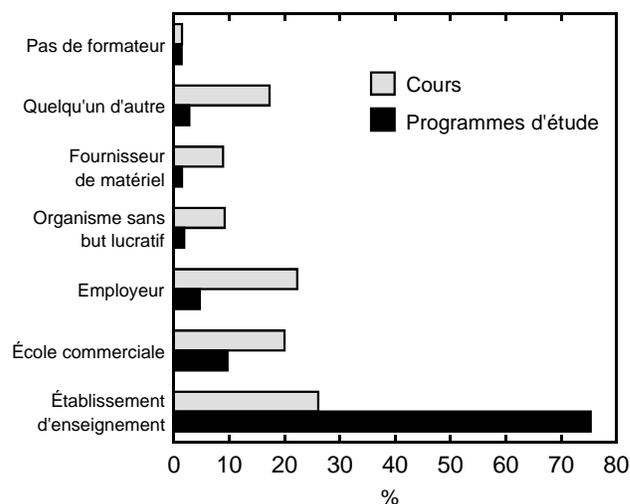
Les établissements d'enseignement publics ont offert les trois quarts de tous les programmes et le quart de tous les cours suivis en 1997. Les employeurs ont organisé un cours sur cinq et près du tiers des cours liés au travail. Les écoles commerciales ont donné 20 % des cours suivis pour des raisons liées au travail, ainsi que 20 % des cours suivis par intérêt personnel.

Les employeurs apportent aussi une contribution importante au financement des débouchés de formation. En 1997, les employeurs ont subventionné l'apprentissage formel d'environ 26 % de leurs employés. Ces employés représentaient 56 % de tous les participants canadiens aux activités d'éducation et de formation des adultes.

La participation des employeurs variait selon la branche d'activité et la taille de l'entreprise. En 1997, les travailleurs dans les secteurs de la finance, des services publics et de l'administration publique étaient plus susceptibles de bénéficier de cours parrainés par

l'employeur que les travailleurs des autres secteurs. Par exemple, les taux de participation à la formation parrainée par l'employeur allaient de 10 % en agriculture à 44 % dans les services publics.

Répartition en pourcentage des activités d'éducation et de formation des adultes, selon le fournisseur et le type d'activité, 1997



De même, les personnes travaillant dans des grandes entreprises étaient deux fois plus susceptibles d'obtenir le soutien de leur employeur que celles appartenant à des petites entreprises.

Les employeurs avaient tendance à davantage appuyer la formation des cols blancs que celle des autres travailleurs. La cote exprimant la possibilité de bénéficier de l'appui de l'employeur était presque trois fois plus élevée chez les membres des professions libérales et les gestionnaires que chez les cols bleus.

Bien qu'une proportion semblable d'hommes et de femmes aient été subventionnés par leur employeur, les femmes recevaient moins d'aide pour leur éducation et par conséquent devaient faire plus appel à l'autofinancement que les hommes.

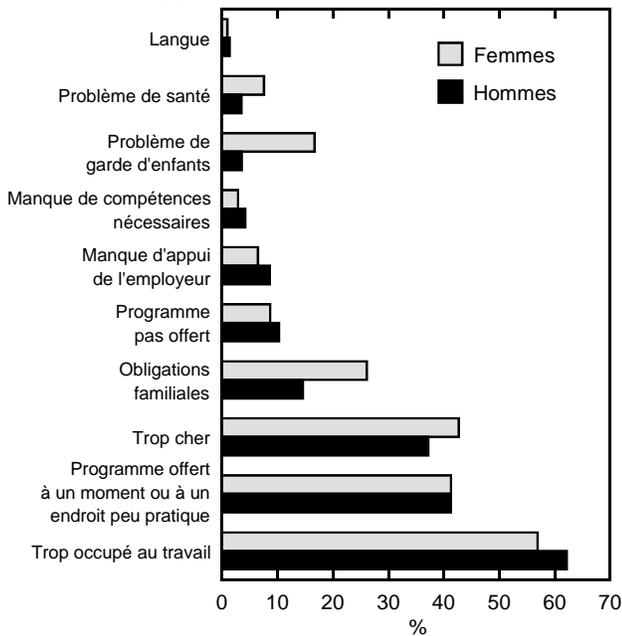
Les travailleurs qui recevaient du soutien de leur employeur ont consacré en moyenne 114 heures à la formation en 1997, une augmentation significative par rapport aux 76 heures enregistrées en 1991.

Le manque de temps constitue l'obstacle le plus important

Comme c'était le cas pour les enquêtes précédentes, le manque de temps représente l'obstacle le plus important à l'éducation des adultes. Au total, 6 adultes sur 10 qui voulaient suivre un cours ou

de la formation ne l'ont pas fait parce que leur horaire de travail était trop chargé.

Pourcentage d'adultes dont les besoins de formation ne sont pas comblés, selon le type d'obstacle et le sexe, 1997



Les coûts ou le manque de ressources financières et les programmes offerts à un moment ou à un endroit peu pratique ont été indiqués comme un obstacle majeur par 40 % de ceux qui voulaient suivre un cours, mais ne l'ont pas fait.

Une proportion de 26 % des femmes ont mentionné les obligations familiales comme un obstacle, comparativement à 15 % des hommes. Les soins aux enfants constituaient un obstacle à l'éducation des adultes pour 17 % des femmes et 4 % des hommes.

Du nombre des personnes qui n'ont pas participé à l'éducation des adultes, 87 % ont indiqué qu'elles ne croyaient pas avoir besoin de plus de formation.

Un rapport sur l'éducation et la formation des adultes au Canada: apprentissage et réussite (81-586-XIF, gratuit) est maintenant offert dans le site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca) et dans celui de Développement des ressources humaines Canada (www.hrdc-drhc.gc.ca/arb). Dans le site de Statistique Canada, à partir de la page *Nos produits et services*, choisissez *Publications gratuites*. Des copies imprimées peuvent être aussi obtenues vers la fin mai auprès du Centre de renseignements de Développement des ressources humaines Canada, Hull (Québec), K1A 0J9, ou par télécopieur au (819) 953-7260.

Pour plus de renseignements au sujet du présent communiqué, communiquez avec Robert Couillard au (613) 951-1519 (robert.couillard@statcan.ca), télécopieur: (613) 951-9040, Centre de la statistique de l'éducation, Statistique Canada, ou avec Ghyslain Charron au (819) 994-5559 (info@hrdc-drhc.gc.ca), Développement des ressources humaines Canada.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec le Service à la clientèle au (613) 951-7608 ou composez sans frais le 1 800 307-3382 (educationstats@statcan.ca), Centre de la statistique de l'éducation. Télécopieur: (613) 951-9040. ■

AUTRES COMMUNIQUÉS

Indices des prix de la construction de bâtiments non résidentiels

Premier trimestre de 2001

Au premier trimestre, l'indice composite des prix de la construction de bâtiments non résidentiels (1992=100) s'est établi à 123,6, en hausse de 0,1 % par rapport au quatrième trimestre de 2000 et de 5,7 % par rapport au premier trimestre de 2000.

Du quatrième trimestre de 2000 au premier trimestre de 2001, l'indice s'est accru de 0,3 % à Edmonton, de 0,2 % à Calgary et de 0,1 % à Ottawa et à Toronto. Vancouver n'a subi aucun changement, alors que l'indice a diminué de 0,4 % à Halifax et à Montréal.

Toronto a enregistré la plus forte variation annuelle (+8,7 %) comparativement au premier trimestre de 2000. Ottawa a enregistré une hausse annuelle de 7,1 %, suivie de Calgary (+4,8 %), d'Edmonton (+4,5 %), de Montréal (+2,3 %), de Vancouver (+1,8 %) et de Halifax (+1,1 %).

Indices des prix de la construction de bâtiments non résidentiels (1992=100)

	Premier trimestre de 2001	Premier trimestre de 2000 au premier trimestre de 2001	Quatrième trimestre de 2000 au premier trimestre de 2001
		var. en %	
Indice composite	123,6	5,7	0,1
Halifax	109,1	1,1	-0,4
Montréal	118,1	2,3	-0,4
Ottawa	123,9	7,1	0,1
Toronto	128,9	8,7	0,1
Calgary	123,3	4,8	0,2
Edmonton	122,0	4,5	0,3
Vancouver	119,3	1,8	0,0

Nota: L'indice des prix de la construction de bâtiments non résidentiels donne une indication de la variation des coûts de la construction neuve dans sept grandes régions urbaines (Halifax, Montréal, Ottawa, Toronto, Calgary, Edmonton et Vancouver). Trois catégories de construction (bâtiments industriels, commerciaux et institutionnels) sont représentées par des bâtiments types (usine d'industrie légère, immeuble à bureaux, entrepôt, centre commercial et école).

En plus des indices pour chacune des grandes régions urbaines et des indices composites, d'autres répartitions des variations de coûts sont aussi produites par groupe d'activité (la structure, l'architecture, la mécanique et l'électricité) pour chaque type de

bâtiments. Ces indices de prix sont établis à partir d'enquêtes menées auprès d'entrepreneurs généraux et de sous-traitants spécialisés, qui fournissent des données sur diverses catégories de coûts (les matériaux, la main-d'oeuvre, le matériel, les taxes, les frais généraux et les bénéfiques) pertinents aux devis de construction détaillés inclus dans les enquêtes.

Données stockées dans CANSIM: tableaux 3270001 et 3270002 et matrices 9930 et 9931.

Avec le lancement de CANSIM II, il est désormais possible d'obtenir les mêmes données contenues dans CANSIM sous forme de tableaux dont la présentation et l'utilisation sont facilitées.

Le numéro du premier trimestre de 2001 de *Statistiques des prix de la construction* (62-007-XPB, 24 \$ / 79 \$) paraîtra en juin. Voir *Pour commander les produits*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Susie Boyd au (613) 951-9606 (infounit@statcan.ca), Division des prix. Télécopieur: (613) 951-1539. ■

Acier en formes primaires

Semaine se terminant le 5 mai 2001 (données provisoires)

La production d'acier en formes primaires pour la semaine se terminant le 5 mai a atteint 275 336 tonnes métriques, soit 3,4 % de plus que la production de 266 355 tonnes de la semaine précédente et 7,2 % de moins que la production de 296 843 tonnes de la semaine correspondante de 2000. Le total cumulatif au 5 mai 2001 est de 4 987 282 tonnes, en diminution de 12,7 % comparativement aux 5 715 109 tonnes produites durant la même période en 2000.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Julie Mayer au (613) 951-5370 (julie.mayer@statcan.ca), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

Tuyaux et tubes en acier

Mars 2001

En mars, la production de tuyaux et de tubes en acier s'est chiffrée à 245 811 tonnes métriques, en diminution de 7,5 % comparativement aux 265 779 tonnes produites en mars 2000.

La production cumulative à la fin du mois de mars 2001 s'élève à 680 498 tonnes, en baisse de 8,1 % comparativement aux 740 831 tonnes produites durant la même période en 2000.

Données stockées dans CANSIM: tableau 3030003 et matrice 35.

Avec le lancement de CANSIM II, il est désormais possible d'obtenir les mêmes données contenues dans CANSIM sous forme de tableaux dont la présentation et l'utilisation sont facilitées.

Le numéro de mars 2001 de *Production et livraisons de tuyaux et tubes en acier* (41-011-XIB, 5 \$ / 47 \$) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Andy Shinnan au (613) 951-3515 (shinand@statcan.ca), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

Statistiques des télécommunications

Quatrième trimestre de 2000

Les revenus d'exploitation du secteur des télécommunications ont atteint 8,10 milliards de dollars au quatrième trimestre, en hausse de 7,9 % par rapport au quatrième trimestre de 1999. Le bénéfice d'exploitation a totalisé 1,11 milliard de dollars (13,7 % des revenus d'exploitation) au quatrième trimestre. Les revenus d'exploitation annuels du secteur se sont chiffrés à 31,06 milliards de dollars en 2000, en progression de 8,5 % par rapport à 1999. Le bénéfice total d'exploitation a été de 4,96 milliards de dollars – représentant 16,0 % des revenus annuels d'exploitation – et en hausse de 5,0 % par rapport à 1999.

Les dépenses en immobilisations des secteurs des télécommunications par fil et sans fil ont été de 1,35 milliard de dollars et de 553 millions de dollars, respectivement, représentant 21,5 % et 36,1 % des revenus d'exploitation des secteurs des télécommunications par fil et sans fil respectivement. Les investissements du secteur des télécommunications par fil ont été de 43,62 \$ par personne au quatrième trimestre, tandis que les dépenses en immobilisations du secteur des télécommunications sans fil ont atteint 63,19 \$ par abonné à la téléphonie mobile. Les dépenses totales en immobilisations ont progressé pour chaque trimestre consécutif de 2000, totalisant plus de 6 milliards de dollars pour l'année, en baisse de 3,8 % par rapport au niveau record atteint en 1999.

Le nombre d'emplois à temps plein a été de 80 228 au quatrième trimestre, en hausse de 1,1 % par rapport au troisième trimestre et de 3,4 % par rapport au quatrième trimestre de 1999.

On comptait un peu plus de 29,5 millions de voies d'accès au réseau téléphonique public commuté, soit 20,8 millions de voies d'accès au réseau public et 8,8 millions d'abonnés à la téléphonie mobile. La plus grande partie du récent accroissement de l'accès est attribuable aux services de télécommunications sans fil ou mobiles, dont l'augmentation a atteint 26,7 % au quatrième trimestre par rapport au quatrième trimestre de 1999.

Le numéro du quatrième trimestre de 2000 de *Statistiques trimestrielles des télécommunications* (56-002-XIF, 21 \$ / 40 \$) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Heidi Ertl au (613) 951-1891 ou avec Jo Anne Lambert au (613) 951-6673, Division des sciences, de l'innovation et de l'information électronique. ■

Contrôle étranger de l'économie canadienne

1998

Le contrôle étranger de l'économie canadienne a connu en 1998 une accélération modérée qui a prolongé la tendance de croissance des années 1990.

Les entreprises étrangères contrôlaient 22,7 % de l'actif au Canada en 1998, soit tout un point de plus que les 21,7 % de 1997. Il y a eu une légère augmentation de la propriété étrangère des entreprises qui exerçaient une activité au Canada au cours des cinq années précédentes: elle était de 20,5 % en 1994.

De même, les entreprises étrangères avaient 31,7 % de l'ensemble des revenus d'exploitation des entreprises comparativement à 30,4 % en 1997 et à 29,4 % en 1994.

La quasi-totalité de l'accroissement du contrôle étranger de l'actif a eu lieu dans le secteur non financier. Les entreprises étrangères contrôlaient 26,9 % de l'actif dans les branches non financières en 1998, comparativement à seulement 18,4 % dans le secteur financier. La réglementation gouvernementale est la principale raison du niveau élevé continu de contrôle canadien du secteur de la finance et de l'assurance.

Les sociétés basées aux États-Unis contrôlaient 69 % de l'actif sous contrôle étranger dans le secteur non financier, tandis que les entreprises de l'Union

européenne en contrôlaient, quant à elles, 18 %. Le contrôle étranger de l'actif dépassait 50 % dans seulement deux branches d'activité – celle des produits chimiques et des textiles et celle des transports – toutes deux dans le secteur non financier. Les sociétés canadiennes dominaient l'actif dans les autres branches, y compris dans le secteur financier.

En 1998, toutes les branches non financières, sauf celle des produits chimiques et des textiles, ont accusé une augmentation du niveau de contrôle étranger de l'actif en conséquence de fusions et d'acquisitions. Un peu plus de 25 % de la progression globale était imputable au passage sous contrôle étranger de l'actif canadien. La majorité de la hausse était attribuable à l'expansion ou à de solides performances de sociétés existantes sous contrôle étranger déjà au Canada.

Les 25 premières entreprises mondiales (comprenant les entreprises canadiennes et celles sous contrôle étranger) possédaient 41,2 % de l'actif total des branches d'activité en 1998. Les sociétés sous contrôle canadien en avaient 36,3 %, et les sociétés sous contrôle étranger, le reste, soit 4,9 %.

Les entreprises sous contrôle canadien dominaient le secteur financier. Les 25 premières entreprises mondiales (comprenant les entreprises canadiennes et celles sous contrôle étranger) dans le secteur financier possédaient 71,2 % de l'actif total du secteur

en 1998. Les entreprises sous contrôle canadien en avaient 68,6 % et celles sous contrôle étranger, 2,6 %.

Dans le secteur non financier, les plus grandes entreprises sous contrôle canadien n'étaient pas aussi dominantes. Les 25 premières entreprises mondiales dans le secteur non financier possédaient 25,1 % de l'actif total du secteur en 1998, et le contrôle était partagé plus également. Les entreprises sous contrôle étranger avaient 13,6 % de l'actif et celles sous contrôle canadien, 11,5 %.

Données stockées dans CANSIM: tableau 1790001 et matrices 3275 à 3296.

Avec le lancement de CANSIM II, il est désormais possible d'obtenir les mêmes données contenues dans CANSIM sous forme de tableaux dont la présentation et l'utilisation sont facilitées.

Le rapport *Loi sur les déclarations des personnes morales, 1998: Contrôle étranger de l'économie canadienne* (61-220-XPB, 40 \$) sera bientôt en vente. Voir *Pour commander les produits*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Stewart Taylor au (613) 951-6564, Division de l'organisation et des finances de l'industrie. ■

NOUVEAUX PRODUITS

Production et livraisons de tuyaux et tubes en acier,
mars 2001

Numéro au catalogue: **41-011-XIB** (5\$/47\$).

Statistiques trimestrielles des télécommunications,
quatrième trimestre de 2000

Numéro au catalogue: **56-002-XIF** (21\$/40\$).

**Opérations internationales du Canada en valeurs
mobilières,** février 2001

Numéro au catalogue: **67-002-XIB** (14\$/132\$).

**Opérations internationales du Canada en valeurs
mobilières,** février 2001

Numéro au catalogue: **67-002-XPB** (18\$/176\$).

Information - population active, pour la semaine se
terminant le 21 avril 2001

Numéro au catalogue: **71-001-PIB** (8\$/78\$).

Paraît à 7 h le vendredi 11 mai.

Information - population active, pour la semaine se
terminant le 21 avril 2001

Numéro au catalogue: **71-001-PPB** (11\$/103\$).

Paraît à 7 h le vendredi 11 mai.

**Apprentissage et réussite: un rapport sur
l'éducation et la formation des adultes au
Canada,** 1998

Numéro au catalogue: **81-586-XIF**
(Gratuit).

**Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent
pas les taxes de vente. Des frais de livraison
supplémentaires s'appliquent aux envois à
l'extérieur du Canada.**

Les numéros au catalogue se terminant par: -XIB ou
-XIF représentent la version électronique en vente sur
Internet, -XMB ou -XMF, la version micro-fiche, -XPB ou
-XPF, la version papier, -XDB, la version électronique
sur disquette et -XCB, la version électronique sur
CD-ROM.

Pour commander les produits

Pour commander les produits par téléphone:

Ayez en main: • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de VISA ou de MasterCard.

Au Canada et aux États-Unis, composez:	1 800 267-6677
Pour les autres pays, composez:	1 613 951-7277
Pour envoyer votre commande par télécopieur:	1 877 287-4369
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte:	1 800 700-1033

Pour commander par la poste, écrivez à: Gestion de la circulation, Division de la diffusion, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6.
Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS
et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet: écrivez à order@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web
de Statistique Canada (www.statcan.ca) sous les rubriques *Produits et services* et *Publications payantes* (\$).

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Image 1 - 001F (page 11) (11-001F) (11-001F)



Le Quotidien

Statistique Canada

Le 10 mai 2001
Pour 810 millions 240 1-50

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- ◆ **Transport aérien, 1998** 7
Après le pic de 2000, le transport aérien canadien a été de plus en plus affecté par la baisse de trafic à l'échelle mondiale, la fermeture des routes de transport ainsi que le ralentissement des vols de 22 heures, entre autres.
- ◆ **Productivité, réajustement horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** 6
À l'égard de la mesure de la productivité et des coûts, le niveau de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 (2000) est comparable à celui de 1996.

AUTRES COMMUNIQUÉS

- Indice de consommation, mai 2001 10
- Épargne et les obligations à court terme 10
- Qualité de l'emploi, septembre 2000 à la 21 mai 2001 11
- Partis de gauche, 1997 11

NOUVELLES PARUTIONS 12



Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001F.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à listproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez: subscribe quotidien prénom et nom.

Rédactrice: Julie Bélanger (613) 951-1187, julie.belanger@statcan.ca

Chef de la Diffusion officielle: Madeleine Simard (613) 951-1088, madeleine.simard@statcan.ca

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2001. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source: Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire: Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001F au catalogue, date et numéros de page.